

La Russie, un géant énergétique aux portes de l'Union européenne

Guy Baudelle

Professeur d'Aménagement - Urbanisme
Chaire Européenne Jean Monnet
Université Rennes 2

Compte-rendu : Benoît Montabone

1- La première puissance énergétique du globe

La Russie est la première puissance énergétique du globe. Elle occupe une place majeure dans la production et ce quelle que soit l'énergie considérée. Elle est 2° pour le gaz naturel avec 527 milliards de m³, soit 17,6% de la production totale en 2009. Elle a longtemps été première (600 milliards de m³ en 2005) mais a été récemment dépassée par les Etats-Unis (20,1% de la production mondiale). Elle occupe une place néanmoins écrasante par rapport aux autres régions productrices, parmi lesquelles le Moyen-Orient (10,6%), le Canada (3° avec 6,7%), le Royaume et l'Algérie (3,2% chacun).

Elle est devenue récemment première puissance mondiale productrice de pétrole avec 13,1% de la production totale, devant l'Arabie Saoudite (12,2%) et les Etats-Unis (8,8%). Elle enregistre une croissance continue depuis plusieurs années (300 millions de tonnes en 1999, 450 millions de tonnes en 2006), mais elle n'a pas encore atteint son niveau historique d'avant la disparition de l'URSS (518 millions de tonnes en 1990).

Cette chute est encore plus visible dans la production de charbon, passant de 430 millions de tonnes en 1988 à 230 millions de tonnes en 1998. Entre 1993 et 1997, 90 puits de charbon, déficitaires et/ou dangereux, ont été fermés, entraînant de grandes grèves des mineurs. Aujourd'hui, cette production s'est stabilisée aux alentours de 300 millions de tonnes par an, soit le 5° rang mondial devant la Chine, les Etats-Unis, l'Inde et l'Australie. De manière générale, on observe que le démantèlement de l'URSS et toutes les privatisations qui ont suivi ont désorganisé pendant plus d'une dizaine d'années le secteur de la production énergétique. Cette page semble aujourd'hui tournée.

La production d'électricité est aussi un secteur clé de la puissance russe, qui a une structure de production assez diversifiée. Le thermique représente 66,3% de sa production totale, dont 46,3% à base de gaz, 16,7% à base de charbon et 2,8% à base de fuel. L'énergie nucléaire représente 16% de la production russe d'électricité, et l'hydraulique 19%. Pour comparaison, l'énergie de la France est produite à 78,6% par le nucléaire, 11,5 % par le thermique et 9,9% par l'hydraulique. Dans le domaine de l'hydroélectricité, la Russie possède un parc de barrages impressionnant, hérité de la période soviétique, que ce soit des retenues artificielles ou des barrages au fil de l'eau. On peut citer pour exemple la centrale hydroélectrique de Bratsk sur l'Angara, le barrage de Sayano-Shushenskaya sur l'Ienisseï ou le barrage Togliatti sur la Volga. Sa situation n'est cependant pas comparable au Brésil où l'hydroélectricité compte pour 84% de la production.

Notons cependant que l'hydroélectricité est le seul domaine d'énergie renouvelable dans lequel la Russie est active ; pour l'instant, aucun programme de biogaz, de biocarburant, de géothermie ou de

solaire de grande ampleur n'est envisagé. Le programme nucléaire, stoppé net après la catastrophe de Tchernobyl en 1985, a été récemment relancé avec l'annonce de 4 nouvelles centrales nucléaires (la Russie compte actuellement 31 centrales). Elle a aussi lancé un programme original de centrales nucléaires flottantes dans le but d'alimenter les villes et entreprises pionnières situées loin des ressources fossiles, difficilement transportables sur d'aussi longues distances.

La production énergétique russe lui sert de levier géopolitique de manière évidente, mais il ne faut pas oublier qu'elle est avant tout tournée vers la consommation intérieure, créant une véritable dépendance au secteur primaire. La consommation nationale est faite avant tout du gaz (54%), du pétrole (20,4%) et du charbon (16,2%). Les mines de charbon sont un élément très structurant du paysage industriel russe, comme dans l'Oural ou le Kouzbass. Les mines à ciel ouvert sont aujourd'hui jugées plus rentables et atteignent 70% de la production totale de charbon (le rendement par mineur est évalué à 2500 tonnes par an à ciel ouvert contre 750 tonnes par an dans les puits). Le secteur charbonnier a connu une grande restructuration sous l'impulsion des sidérurgistes, avec une modernisation des sièges d'extraction, l'ouverture de 11 nouvelles mines et de 15 nouveaux gisements à ciel ouvert.

Cette dépendance au secteur énergétique se mesure à la fois en termes d'emplois (44 000 employés par exemple dans les industries charbonnières SUEK) et en termes de structuration urbaine. Certaines villes dépendent exclusivement du secteur énergétique, et parfois d'un seul type d'activité. La ville satellite de Sosnoy Bor, proche de Saint-Pétersbourg, offre ainsi le visage d'une ville industrielle totalement dépendante de la filière nucléaire (1 000 emplois directs). Cette dépendance se voit aussi dans la très forte consommation de l'industrie russe en énergie : le gaz est ainsi réparti entre la production d'électricité (39%), l'industrie (30%) et le résidentiel (seulement 20%).

On peut donc, pour conclure sur ce premier point, parler d'une économie de rente basée sur des ressources naturelles très abondantes et prometteuses. On estime que la Russie détient à elle seule 30% des réserves mondiales d'énergie fossile, qui sont exploitées ou mises en réserve selon une logique de rentabilité classique relative aux coûts de production et de transport des marchandises. On ne peut cependant pas parler de « syndrome hollandais » pour la Russie, qui s'applique aux économies bloquées par l'excessive rentabilité du secteur des matières premières, et ce malgré la sous-capitalisation de l'industrie par rapport au secteur minier. Aujourd'hui, le dynamisme de la production énergétique russe sert avant tout le formidable essor des exportations, à tel point que certains observateurs parlent de la production énergétique comme d'un « kit de survie » pour l'économie russe.

2- Le contrôle accru de l'Etat sur les ressources et les firmes étrangères

Comme nous l'avons vu précédemment, le secteur énergétique a été profondément bouleversé par les privatisations qui ont suivi la disparition de l'URSS. L'Etat entend aujourd'hui contrôler les ressources et donc les compagnies pour à la fois éviter une confiscation des profits par le seul secteur privé et pour accroître les exportations d'hydrocarbures. Il estime avoir lui-même à gérer les réserves contre les seuls profits à court terme et faire les investissements nécessaires au renouvellement de la production d'une part, et assurer un développement économique d'autre part. Accroître les exportations est un moyen d'équilibrer la balance extérieure et de contrôler politiquement les pays

dépendants pour leur approvisionnement énergétique. On parle ainsi de « l'arme du gaz » qui permet à Vladimir Poutine d'assurer de nouveau un statut de grande puissance. L'actuel président russe, Dimitri Medvedev, est d'ailleurs l'ancien PDG de Gazprom. Pour ce faire, l'Etat cherche depuis 2002 à constituer contre les groupes privés de grandes sociétés majoritairement détenues par lui mais internationalisées.

L'exemple type de ces grands groupes contrôlés par l'Etat est Gazprom, en situation de quasi-monopole public dans le domaine du gaz. Il contrôle à lui tout seul 86% de la production russe, mais aussi toute la distribution grâce à son réseau de gazoducs. Il a un monopole incontesté sur les exportations. Gazprom est en situation monopolistique, au point que Quentin Perret parle de « gasocratie à la russe ». Mais les travaux de Catherine Locatelli ont montré que Gazprom se diversifiait pour devenir polyvalent. Cela est apparu évident lors de la prise de contrôle de SUEK, ancien groupe privé premier producteur et exportateur de charbon. SUEK contrôlait les deuxièmes réserves mondiales en terme de gisement (8,2 milliards de tonnes), 77 mines et 27 centrales nucléaires. En 2008, Vladimir Poutine a lui-même piloté la création d'un joint-venture Gazprom-SUEK réunissant leurs actifs électriques et miniers, Gazprom devenant actionnaire majoritaire. L'objectif est de faire passer la part du charbon dans le bilan énergétique russe de 17% à 35% d'ici 2015 pour pouvoir exporter plus de gaz, beaucoup plus rémunérateur pour Gazprom que la vente forcée au marché intérieur en suivant des prix plafonnés (à l'heure actuelle, 1/3 seulement du gaz est exporté). On s'attend maintenant à une très forte hausse du prix du gaz sur le marché intérieur. Cette fusion a bien sûr été critiquée par la concurrence, notamment RAO ESS (société de production d'électricité), faisant état des craintes d'une très forte dépendance vis-à-vis d'un seul fournisseur (de charbon et de gaz).

Le même processus existe dans les autres secteurs énergétiques, où un contrôle public croissant assure une situation de plus en plus oligopolistique. Cette stratégie répond bien sûr aux privatisations antérieures, qui ont abouti à une baisse drastique de la production énergétique publique. Dans le secteur pétrolier par exemple, la production publique a été divisée par 5 entre 1994 et 2002. En 2004, deux géants se partageaient le marché, Loukos et Lukoil, qui assuraient chacune 20% de la production. Suite à la condamnation de l'oligarque Khodokorvsky, Loukos a été démantelé et sa filiale pétrolière a été reprise par Rosneft, compagnie d'Etat devenue deuxième producteur russe. De même, Sibneft, 5^e producteur russe, a récemment été racheté par Gazprom. Le transport des hydrocarbures est lui entièrement sous monopole public, assuré par deux compagnies d'Etat.

L'Etat russe contrôle aussi étroitement les entreprises étrangères avec qui il entretient des rapports tendus. Le mouvement initial d'ouverture aux capitaux étrangers amorcé dans les années 1990 s'est ralenti à partir de 2000, quand les oligarques russes ont fait pression pour l'établissement d'un protectionnisme offensif. Des barrières douanières et juridiques aux investissements directs étrangers ont été établies. Par exemple, le Ministère russe des Ressources naturelles a retiré la licence d'exploitation à l'entreprise russo-britannique TSK-BP pour la mise en valeur du gisement gazier de Kovykta (région d'Irkoutsk, Sibérie Orientale). Les droits ont été rachetés par Gazprom qui en fait une excellente base pour conquérir le marché chinois. Autre exemple, le projet Sakhaline 2 (1^{er} champ gazier géant) où Gazprom est devenue actionnaire majoritaire aux dépens de Shell et de groupes japonais. L'argument de la Russie était que Shell ne respectait pas les normes écologiques russes ! Cela a permis de conquérir des marchés au Japon, en Corée du Sud et aux USA, sur un

marché en progression de 30% par an. Un troisième exemple de ce protectionnisme agressif se trouve à Yakoutie et Elga en Sibérie orientale, siège d'un des plus grands gisements de charbon à coke non encore exploité au monde (2,2 milliards de tonnes exploitables). Propriété de la République de Yakoutie et des chemins de fer d'Etat russes, cette exploitation en devenir a été rachetée par l'entreprise russe Mechel à la barbe du numéro 1 mondial Arcelor-Mittal qui n'a même pas pu prendre part à la vente, sans aucune explication du pouvoir.

L'environnement réglementaire est instable et clairement défavorable aux investissements extérieurs. Cela pose cependant des problèmes dans les domaines qui ont besoin de gros investissements et de rénovation technologique, notamment la filière nucléaire. Après l'interruption qui a suivi la catastrophe de Tchernobyl, la Russie a connu une hausse de 50% de la production électronucléaire, notamment grâce à une augmentation de la durée de fonctionnement des centrales. Mais porter la part du nucléaire de 14% à 25% d'ici 2030 comme annoncé par le gouvernement va nécessiter la construction de 40 réacteurs. Cela exige la mobilisation de 60 milliards de dollars et un saut technologique considérable, irréalisable sans l'apport de capitaux et de technologies extérieures.

3- Des enjeux géostratégiques de premier ordre

La question énergétique est au cœur de la nouvelle politique extérieure russe. Vladimir Poutine affirme ainsi que « rien ne pourra l'arrêter dans sa détermination à reconstruire la Grande Russie par la géostratégie ». Selon l'expression de la géographe Bernadette Mérenne-Schoumaker, Gazprom est le « bras armé du Kremlin » : il est le premier exploitant et exportateur du monde, possède $\frac{1}{4}$ des réserves planétaires de gaz et assure les $\frac{2}{3}$ de la production mondiale actuelle. La dépendance énergétique offre un bon aperçu de cette influence. Certains Etats voisins de la Russie importent leur gaz exclusivement de Russie, comme la Finlande, les Etats Baltes, la Biélorussie, la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie. L'Allemagne importe 42% de son gaz depuis la Russie.

Les exportations, massives vers les pays du premier cercle et importantes vers l'Europe de l'Ouest, permettent d'exercer des pressions diplomatiques déterminantes, et ce d'autant plus que les pays traversés par les gazoducs ou oléoducs russes touchent une rente de transit. Les enjeux géostratégiques sont de première importance. Les pays d'Europe de l'Ouest visent à sécuriser leur approvisionnement et restent très conciliants avec le Kremlin ; le Kremlin entend lui s'assurer une nouvelle vassalité étatique des pays voisins en fournissant des hydrocarbures à bas prix contre une loyauté diplomatique sans faille. Une véritable guerre des prix fait souvent rage entre l'Ukraine, la Biélorussie, la Russie et ses concurrents (une politique « entre bas coûts et coups bas »).

La quantité d'exportations dépend avant tout de la fiabilité de l'approvisionnement des pays clients. Une véritable guerre des réseaux est engagée, entre d'une part les compagnies dominées par l'Etat russe et d'autre part leurs concurrents qui font tout pour contourner la Russie par le Sud. Les pays producteurs frontaliers, essentiellement les pays d'Asie Centrale, restent dépendants des tubes russes pour exporter leur production mais cherchent à assurer des débouchés indépendants. L'évacuation des hydrocarbures par le Caucase et la Turquie, option soutenue essentiellement par les USA, est devenue une priorité pour contourner la puissance russe, avec comme symbole la construction du BTC, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan qui devrait à terme devenir un des premiers

robinets d'hydrocarbures de la planète. La Russie concurrence cette voie par un projet d'envergure, Blue Stream, projet commun à Gazprom et l'italien ENI et qui doit acheminer les hydrocarbures de Novorossisk à Samsun en Turquie. Gazprom cherche aussi à ouvrir de nouvelles voies d'acheminement vers l'Europe pour éviter le transit vers les pays tiers (le transit gazier par la Biélorussie et la Pologne coûte chaque année 4,5 milliards de dollars à la Russie). De son côté, l'Union européenne cherche à la fois à interconnecter les réseaux, à accroître l'intégration énergétique communautaire et à constituer une seule société commerciale face à la Russie. Cette volonté se heurte à des stratégies nationales qui mettent en place des accords bilatéraux, comme le projet NorthStream avec l'Allemagne.

Ces tensions exacerbées ont abouti à la guerre en Géorgie en août 2008. En prétextant une défense des minorités en Ossétie du Sud et en Abkhazie, la Russie a envahi la Géorgie dans le but clair de ne pas laisser la voie libre aux USA qui soutiennent les voies d'acheminement des hydrocarbures d'Asie Centrale par le Caucase. La Géorgie était un pilier du système pétrolier soviétique, le Kremlin voit d'un très mauvais œil son éloignement progressif. Le véritable enjeu est l'acheminement des hydrocarbures d'Azerbaïdjan, seul Etat post-soviétique bénéficiant par là-même d'un accès immédiat à l'Europe. La Géorgie est ainsi au cœur des enjeux du transit énergétique.

En guise de conclusion : la fragilité de la puissance russe.

Cette géostratégie énergétique, basée sur une économie de rente elle-même appuyée par des ressources naturelles abondantes, connaît cependant des limites.

Tout d'abord, la logique économique prédatrice est basée sur une maximisation des exportations et donc de la production. Mais le déficit d'investissements dans les secteurs charbonniers et des hydrocarbures menace l'approvisionnement à moyen terme. D'après la Banque Mondiale, les investissements de Gazprom sont largement insuffisants, en partie en raison de l'obligation de fournir les livraisons domestiques à très bas coûts (estimé à 12 fois moins cher que les coûts de production). Les rendements sont donc décroissants pour des coûts de production croissants. La course à l'Est pour trouver de nouvelles ressources fait que les gisements sont de plus en plus difficiles à exploiter (pergélisol, froid) et que la main d'œuvre est de plus en plus rare à trouver. L'exode vers l'Ouest est très fort, créant même parfois des villes fantômes. Dans ces conditions, certains gisements très prometteurs ne sont pas rentables, notamment pour le charbon très difficile à transporter.

Ensuite, le pesant héritage soviétique entraîne un nombre très important de gaspillage. Par exemple, le torchage entraîne à lui tout seul une perte de 20 à 50 milliards de mètres cube, soit 10% à 20% des exportations totales de gaz. L'intensité énergétique de la production industrielle est parmi les plus fortes du monde : pour produire 1000\$ de PNB, il faut à la Russie 2 tonnes d'équivalent pétrole (t.e.p), soit dix fois plus qu'en France.

Enfin, la faible conscience écologique entraîne des aberrations. Les fuites de gaz en Sibérie sont estimées à 10% de la production, soit l'équivalent de la consommation de la France. La pollution des sols est considérable, comme dans l'arrondissement de Khanti-Mansisk où plus de 800000 ha sont contaminés suite à l'exploitation du pétrole. Les intérêts bien compris du système socio-économico-

politique de l'énergie entraîne souvent une acceptation générale de ces désagréments au nom du développement économique, et joue en facteur du statu-quo. C'est ce qu'on nomme « le syndrome de Baïkalsk », du nom de cette ville totalement otage de la pollution et de la production énergétique.

Questions/Réponses

L'Union européenne peut-elle mettre en place une politique communautaire au niveau énergétique ?

Une chose est sûre, c'est qu'une telle politique est déjà décidée. Dans le Traité de Lisbonne, l'énergie devient une compétence partagée dans le cadre de l'élargissement des compétences de l'UE, c'est-à-dire que les Etats délègueront une partie de leurs compétences en matière énergétique. On est donc sûr que ça va se faire puisque le Traité a été ratifié ; cela risque de prendre un certain temps, je ne peux pas dire combien, mais ça se fera.

La Russie prospecte-t-elle uniquement ses ressources nationales ou intervient-elle aussi ailleurs ?

La stratégie est en effet de prendre aussi des participations dans des compagnies étrangères, comme EDF ou au Nigeria. Cela inquiète d'ailleurs les observateurs, notamment au Nigeria qui produit de plus en plus de Gaz. Gazprom est une entreprise déjà dominante, elle risque de devenir en situation de monopole mondial en tuant toute concurrence et en devenant le propre régulateur du marché du Gaz. On ne peut pas faire grand-chose sauf à renchérir sur le cours des actions, mais qui peut rivaliser face à la puissance capitaliste de Gazprom ?

Quelles sont les perspectives énergétiques dans la région arctique ?

Le programme de centrales nucléaires flottantes est en bonne route, il devrait être prêt en 2012. Ces mini-centrales auront pour objectif d'alimenter des plateformes pétrolières ou des mines isolées au-delà du cercle polaire dans des zones non desservies par la route. Il n'y a cependant pas beaucoup d'infrastructures pour exploiter les ressources existantes, il n'y a par exemple pas de grand port pouvant servir à l'exportation des minerais ou des hydrocarbures. Cela reste moins cher de passer par le Sud et les oléoducs vu les conditions de navigation au Nord, l'océan glacial arctique étant pris par les glaces une grande partie de l'année. La voie du Nord est un facteur de surcoût assuré.

Quel rapports se sont établis entre les pouvoirs locaux où est produite l'énergie et le pouvoir central ?

La Russie est un pays fédéral, les Républiques autonomes (ou non) gardent une grande marge de manœuvre. Jusqu'à la fin des années 1990, c'était encore le gouverneur qui délivrait les permis d'exploitation, certes avec l'accord du Ministère mais il lui revenait la décision finale. Avec la reprise en main de l'Etat, le pouvoir central reprend le contrôle des gisements en invoquant la corruption locale. Cela renforce fortement le pouvoir du centre sur les périphéries exploitées ; deux décrets sont sortis donnant plein pouvoir au Ministère des ressources naturelles pour l'attribution des licences d'exploitation des ressources. Il y a eu aussi des mesures fiscales qui accroissent la péréquation entre les régions, avec un prélèvement plus fort sur les productions locales au bénéfice d'une

redistribution nationale. Mais cela reste mesuré car les régions où le pouvoir d'achat est le plus haut sont les régions d'exploitation, essentiellement gazière, en raison des salaires élevés.

Les pays frontaliers ou de l'immédiat voisinage ont-ils une marge de manœuvre pour mettre en œuvre des stratégies nationales propres ou sont-ils nécessairement sous l'emprise russe ?

Il faut faire la différence entre les pays baltes et les autres, les pays baltes ne sont pas membres de la CEI ; leur politique se fait dans le cadre communautaire européen, même si pour l'instant ils restent dans des situations bilatérales. La Biélorussie est beaucoup plus proche de la Russie et bénéficie d'un prix encore plus bas, mais reste extrêmement dépendante de la Russie. Elle vit essentiellement des revenus de transit des hydrocarbures russes sur son territoire. En termes stratégiques, ces pays n'ont pas beaucoup de marge de manœuvre car les investissements sont très lourds de la prospection à l'exportation, en passant par l'extraction et la transformation ; on observe une forte inertie spatiale dans la production énergétique. L'Asie Centrale a des velléités d'exporter son gaz, notamment vers la Chine, mais il n'y a pas pour l'instant de gros projets d'infrastructures pour ouvrir l'Asie Centrale vers d'autres pays que la Russie ou l'Europe.